TRAITÉ DE COOPÉRATION EN MATIÈRE DE BREVETS

PCT

REC'D 1 9 JUL 2006

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

(chapitre II du Traité de coopération en matière de brevets)

(article 36 et règle 70 du PCT)

Référence du dossier du déposant ou du mandataire	POUR SUITE À DO	NNER	voir le formulaire PCT/IPEA/416	
		nal (jour/mois/année)	Date de priorité (jour/mois/année) 27.02.2004	
Classification Internationale des brevets (CI INV. C07K14/76 C07K14/765	 B) ou à la fois classification	nationale et CIB		
Déposant LABORATOIRE FRANCAIS DU FRACTIONNEMENT et al.				
 Le présent rapport est le rapport d'examen préliminaire international, établi par l'administration chargée de l'examen préliminaire international en vertu de l'article 35 et transmis au déposant conformément à l'article 36. 				
2. Ce RAPPORT comprend 5 feuilles, y compris la présente feuille de couverture.				
3. Ce rapport est accompagné d'ANNEXES, qui comprennent :				
•	a. 🗌 un total de <i>(envoyées au déposant et au Bureau international)</i> feuilles, définies comme suit :			
☐ les feuilles de la description, des revendications ou des dessins qui ont été modifiées et qui servent de base au présent rapport ou des feuilles contenant des rectifications autorisées par la présente administration (voir la règle 70.16 et l'instruction administrative 607).				
des feuilles qui remplacent des feuilles précédentes, mais dont la présente administration considère qu'elles contiennent une modification qui va au-delà de l'exposé de l'invention qui figure dans la demande internationale telle qu'elle a été déposée, comme il est indiqué au point 4 du cadre n° l et dans le cadre supplémentaire.				
b. \(\sum \) (envoyées au Bureau international seulement) un total de (préciser le type et le nombre de support(s) électronique(s)), qui contiennent un listage de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, déposés sous forme électronique seulement, comme il est indiqué dans le cadre supplémentaire relatif au listage de la ou des séquences (voir l'instruction administrative 802).				
4. Le présent rapport contient des indications et les pages correspondantes relatives aux points suivants :				
☐ Cadre n° I Base du rappo	ort			
☐ Cadre n° II Priorité				
☐ Cadre n° III Absence de fo possibilité d'ar	rmulation d'opinion quan oplication industrielle	t à la nouveauté, l'acti [,]	vité inventive et la	
	té de l'invention			
☐ Cadre n° V Déclaration m possibilité d'ar	otivée selon l'article 35.2) oplication industrielle; cita) quant à la nouveauté ltions et explications à	, l'activité inventive et la l'appui de cette déclaration	
☐ Cadre n° VI Certains docu				
☐ Cadre n° VII Certaines irré				
☐ Cadre n° VIII Certaines obs	ervations relatives à la de	emande internationale		
Date de présentation de la demande d'exa international	men préliminaire	Date d'achèvement du	présent rapport	
23.12.2005		18.07.2006		
Nom et adresse postale de l'adminstration chargée de l'examen préliminaire international		Fonctionnaire autorisé	gentliches Palantany.	
Office européen des brevets NL-2280 HV Rijswijk - Pays Tél. +31 70 340 - 2040 Tx:	Bas	Masturzo, P	i de la cesta de l	
Fax: +31 70 340 - 3016		N° de téléphone +31 7	0 340-2275	

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

į,

Demande internationale n° PCT/FR2005/000416

	Case No. I Base du rapport			
1.	e présent rapport est établi sur la base			
	□ de la demande international □	ale dans la langue dans laquelle elle a été déposée		
	qui est la langue d'une trac ☐ la recherche internation ☐ la publication de la dem	ande internationale dans la langue suivante , luction remise aux fins de : ale (selon les règles 12.3.a) et 23.1.b)) ande internationale (selon la règle 12.4.a)) ternational (selon la règle 55.2.a) ou 55.3.a))		
2.	2. En ce qui concerne les éléments* de la demande internationale, le présent rapport est établi sur la base des éléments suivants (les feuilles de remplacement qui ont été remises à l'office récepteur en réponse à une invitation faite conformément à l'article 14 sont considérées dans le présent rapport comme "initialement déposées" et ne sont pas jointes en annexe au rapport.):			
	Description, Pages			
	1-30	telles qu'initialement déposées		
	Revendications, No.			
	1-23	telles qu'initialement déposées		
	Dessins, Feuilles			
	1/6-6/6	telles qu'initialement déposées		
	☐ En ce qui concerne un lists supplémentaire relatif au listag	age de la ou des séquences ou un ou des tableaux y relatifs, voir le cadre e de la ou des séquences.		
з.	☐ Les modifications ont entre	aîné l'annulation :		
	☐ de la description, page☐ des revendications, no			
	☐ des dessins, feuilles/fig☐ du listage de la ou des			
		leaux relatifs au listage de la ou des séquences (préciser):		
4.	comme allant au-delà de l'expesupplémentaire (règle 70.2.c)) de la description, page des revendications, no des dessins, feuilles/fig du listage de la ou des	s s j.		
	* Si le cas visé au p être revêtues de la me	oint 4 s'applique, certaines ou toutes ces feuilles peuvent ntion "remplacé".		

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ

Demande internationale n° PCT/FR2005/000416

Cadre n° V Déclaration motivée selon l'article 35.2) quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

1. Déclaration

Nouveauté Oui: Revendications 1-23

Non: Revendications

Activité inventive Oui: Revendications 1-23

Non: Revendications

Possibilité d'application industrielle Oui: Revendications 1-23

Non: Revendications

2. Citations et explications (règle 70.7):

voir feuille séparée

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ (FEUILLE SÉPARÉE)

Demande internationale n°

PCT/FR2005/000416

Concernant le point V

Déclaration motivée quant à la nouveauté, l'activité inventive et la possibilité d'application industrielle; citations et explications à l'appui de cette déclaration

Il est fait référence aux documents suivants:

D1: EP-A-0 498 133 (Pasteur Mérieux sérums et vaccins), 12 août 1992;

D2: EP-A-1 329 461 (Juridical Foundation...), 23 juillet 2003;

D3: EP-A-1 329 460 (Juridical Foundation...), 23 juillet 2003;

D4: WO-A-9600237 (Pharmacia AB), 4 janvier 1996;

D5: Biologicals 29 (1), 2001, pages 17-25.

1) D1 mentionne une solution (exemple 1) qui correspond aux paramètres des revendications 15-23 et qui est utilisée pour un but pertinent. La solution résultante n'est pas viralement sécurisée.

D2 (Exemple 1) décrit une solution contenant albumine et correspondant aux paramètres susmentionnés.

D3 (exemple 3) décrit une solution d'albumine non viralement sécurisée.

Par conséquent les revendications 15 à 23 sont censées être nouvelles selon l'Art. 33(2) PCT.

D4 (voir les exemples 12 et 19) et D5 décrivent des procédés basés sur la nanofiltration à temperature ambiante, sur des filtres ayant une porosité approprié et des paramètres correspondant aux autres paramètres décrits dans les revendications 1-14. La différence entre la matière de D4 et celle de la demande en question est que, bien qu'il soit fait état d'une étape de nanofiltration, les filtres utilisés ont un seuil de rétention beaucoup inférieur à ceux des filtres de nanofiltration.

D5 utilise les mêmes membranes de nanofiltration utilisées dans la demande aux revendications 1-14. Toutefois la solution de départ n'est pas aqueuse, contenant des détergents et même de l'homogénat d cerveau de souris. Donc les susdites revendications 1-14 sont nouvelles au vu de l'Art. 33(2) PCT.

Sur la base de D1-D3 comme état de la technique le plus proche, le probléme des revendications 15-23 est identifié comme la préparation d'une solution aqueuse d'albumine viralement sécurisée. L'étape de sécurisation virale n'est pas suggérée dans l'art antérieur D1-D3; toutefois elle est approchée dans D5. Il est toujours douteux que la solution

RAPPORT PRÉLIMINAIRE INTERNATIONAL SUR LA BREVETABILITÉ (FEUILLE SÉPARÉE)

Demande internationale n°

PCT/FR2005/000416

résultante de l'application immédiate des enseignements de D5 à l'un quelconque des documents D1-D3 puisse amener à la préparation d'une solution d'albumine viralement sécurisée ayant en même temps les sites de transport et de fixation des principes actifs disponibles.

Par conséquent les revendications 15-23 sont douées d'activité inventive au vu de l'Art. 33(3) PCT.

Sur la base de D4-D5 comme art antérieur le plus proche pour les revendications 1-14, le probléme des revendications 1-14 est censé être la mise en état d'un procédé permettant d'obtenir une albumine viralement sécurisée. Il n'est pas considéré que D4 contienne un incentif qui puisse suggérer l'application de la nanofiltration pour éliminer les virus à une solution aqueuse et à basse teneur saline d'albumine. Par conséquent les revendications 1-14 sont censées être inventives au vu de l'Art. 33(3) PCT.

Les revendications 1-23 sont considérées comme étant industriellement applicables au vu de l'Art. 33(4) PCT.